

Tandis que le numéro 17 de la revue se prépare retrouvez, ci-dessous, un échange sur la notion de « reproduction rétrécie » et la place qu'y tient la rente, à travers les courriers de L.Goldner, J.Guigou et J.Wajnsztejn d'une part, de G.Amate d'autre part. Ces mêmes échanges épistolaires prolongent deux livres de la collection Temps Critiques, en l'occurrence [Après la révolution du capital](#) de J.Wajnsztejn et [Crise financière et capital fictif](#) de J.Guigou et J.Wajnsztejn.

Loren (Goldner)

Juste une question à la relecture de nos échanges : est-ce que ta notion de « rétrogression capitaliste » peut être incluse dans les théories de la décadence ?

Dans le même ordre d'idée penses-tu que la « rétrogression » et le développement du capital fictif pourraient constituer une reproduction « rétrécie » du capital qui se distinguerait à la fois de la reproduction simple et de la reproduction élargie ?

Je vais t'envoyer gratuitement le dernier numéro de Temps critiques qui sortira en janvier puisqu'il intègre nos échanges. A quelle adresse le veux-tu (Corée du Sud ou New-York ?)

Bien à toi, J.Wajnsztejn, le 14/12/2009

A part cela, voilà ce que j'en pense : la reproduction simple et la reproduction élargie ne sont des notions utilisables que dans le cadre de la théorie marxienne de la valeur. Dans ce cadre la reproduction simple est celle qui se déroule à productivité constante et qui met l'accent sur la distinction productif/improductif et les capitaux individuels. Elle est développée par Marx aux Livres I et II du /Capital/. La reproduction élargie correspond à une valeur qui s'auto-valorise à travers une accumulation du capital constant toujours plus importante par rapport à la part destinée au capital variable, une progression énorme de la productivité du travail et enfin, elle n'est envisageable qu'au niveau d'une reproduction du capital total. Cela Marx le développe au livre III. Jusque là, il me semble qu'il n'y a pas de différence avec les analyses de Goldner qui apparaissent sur le site de Longchamp (Les écrits corsaires).

Pour moi, la notion de « reproduction rétrécie » (que je reprends d'ailleurs de G.Fargette, mais dans une autre perspective) est d'un autre ordre ; elle n'est pas liée à la loi de la valeur mais aux nouvelles formes de la reproduction à travers le rôle du capital fictif et du niveau I dans la reproduction du capital total. La dynamique n'est plus produite par l'accumulation de

capital constant (c'est une immobilisation et un frein...comme la propriété foncière, j'y reviens tout de suite) et par l'augmentation de la productivité du travail, mais par la capitalisation de toutes les activités et le captage des richesses comme objectif principal plus que celui de leur création. Le capital (à travers le niveau I) domine la valeur produite aux niveaux II et III.

Il n'empêche que je bute sur cette « révolution du capital » qui ne déboucherait que sur une « reproduction rétrécie »...Et je ne vais pas résoudre cela tout seul. Donc si vous avez une idée...sinon je mettrais ça en note et vogue la bouteille à la mer !

J.Wajnsztein

La réponse de Loren Goldner (le même jour)

En effet! Prenons l'exemple de l'Allemagne nazie, « l'extrême qui prouve la règle ». Enorme reflation quasi-keynesienne (Keynes, dans la préface supprimée de la traduction allemande de sa *Theorie générale* (1936) l'a reconnu) sous Schacht, par la création de milliards en capital fictif pour le réarmement, en même temps que les salaires restaurent au-dessous du niveau de 1929 et l'investissement en capital fixe en dehors du secteur militaire languissait. Vers 1938, c'était la crise de nouveau, faute de biens de consommation.

Donc rétrogression= la capital s'élargit, la reproduction sociale se contracte.

Ce qui distingue l'économie US depuis les années 70 c'est sa capacité (pour combien de temps encore?) de toucher la richesse du reste du monde pour compenser sa propre errance. C'est tout le drame du dollar. Mais au fond la dynamique est la même....

Loren Goldner

Sur la question de la rente.

J'ai repris tout cela à partir de la question posée par JG sur rente absolue et rente différentielle, mais cela a bien entendu rapport avec le développement précédent sur la reproduction rétrécie. Je l'ai fait à partir de Ricardo, Marx, de Tran Hai Hoc (*Relire le capital*, éd. Page deux) et du bouquin de Theo Cosme (Roland Simon) 1945-2002, *histoire d'une lutte de classes* (éd. Senonevero).

On peut en retirer les points suivant :

- pour Ricardo, seule la rente différentielle existe car elle exprime la variabilité de fertilité des sols. Pas d'existence d'une rente absolue qui ne reposerait que sur la possession et non la fertilité car celle-ci peut être nulle. Marx critique cela en disant que la simple propriété et sa rétention font monter le prix de la terre et la rente même sur une terre infertile.
- pour Marx, la rente capitaliste (= différentielle) est un rapport de partage au sein du profit. La rente est un rapport de distribution. On peut rapporter cela au rapport actuel entre les pétromonarchies qui touchent la rente sur l'exploitation de la production faite par les compagnies étrangères qui touchent le profit. Cette rente n'est donc pas créée mais induite. Elle serait typiquement capitaliste car elle suppose la séparation entre propriété et production (cela me semble une pierre dans le jardin de Gérard Amate avec qui je suis en discussion/opposition fertile sur la question de la propriété et de la rente). Ce n'est pas le cas de la rente absolue qui est proprement créée par le latifundiaire propriétaire exclusif du sol et qui empêche toute réforme capitaliste de sa production ou non production (toutes les terres dont il est propriétaire ne sont pas exploitées).
- pour Roland Simon, la crise pétrolière des années 70 = champ du cygne de la rente pré-capitaliste (il n'emploie pas le terme de rente absolue, mais on pourrait l'envisager) et à partir de la guerre du golfe on pourrait dire que le capitalisme réalise l'intégration de la rente dans le taux général de profit. Quoiqu'il en ait, son analyse ne correspond pas strictement à l'analyse de Marx puisqu'on a l'impression que pour lui, la rente d'absolue devient différentielle ce qui semble aussi être l'avis de Jacques Guigou. Pour faire tenir cela debout il faudrait dire que la rente absolue s'impose au moins jusqu'à la « révolution du capital » (seconde phase de la domination réelle dans le langage de R.Simon) où il n'existerait plus alors qu'une rente différentielle induite.

-Dans tous les cas cela ne tient pas compte de deux choses :

Premièrement, Tran Hai Hoc souligne bien à propos que les théories de Ricardo et Marx (et je rajoute RS dans le lot) se situent en dehors d'une analyse du rôle de l'État dans la détermination de la rente. Or l'État participe à cette détermination par l'impôt foncier et les politiques agricoles hier et encore aujourd'hui (fixation des limites des terrains constructibles)...mais aussi par le biais des politiques de l'environnement (gaspillage de la part des États forestiers comme la Malaisie). Par bien des côtés, l'État moderne se conduit comme un rentier à partir du moment où il envisage la nature sur son espace territorial national comme un bien commun qu'il peut posséder directement ou laisser en usufruit aux propriétaires privés. On peut donc dire que la question de la rente reprend de l'importance à

ce niveau parce qu'elle aussi porte les contradictions du capitalisme au niveau de la reproduction du capital total. Une des façons de limiter la rente absolue qui subsiste aujourd'hui est de racheter des portions de territoires entiers à des pays pauvres mais possédant de la surface cultivable. Le triste paradoxe de cette situation provient du fait que la plupart des pays acheteurs sont des États rentiers. (pétromonarchies)

Deuxièmement, les frontières entre rente et profit sont brouillées (cf. mon : « Après la révolution du capital », p. 177 et ss) par les nouvelles formes d'investissement dans les secteurs de l'information et les créations de rente de situation par la formation continue de situations ponctuellement monopolistiques sur un marché. La rente se recrée donc sans cesse comme on peut le voir au niveau culturel dans les rapports entre « indépendants » et majors ». L'indépendant crée la richesse et les majors, par la duplication, créent les possibilités de la rente. Celle-ci est seulement détruite par le piratage.

Je suis maintenant amené à revenir à Goldner et aux titres de propriété. Tout le second paragraphe de la page 184 d'Après la révolution du capital me semble aujourd'hui faux (j'ai des excuses car je l'ai repris tel quel d'une critique de JG à Goldner que tout compte fait je ne partage pas vraiment). Il y est dit que la propriété foncière a été vidée de ses capacités de valorisation au cours de la domination formelle du capital. Tout d'abord cela ne concernait que l'Europe occidentale et les EU. Ensuite, ce qui se passe avec les rachats de territoire montre bien qu'il n'en est rien même si ces opérations sont menées à l'aide de fonds d'investissement ou de fonds souverains et relèvent du niveau I dans ses liens avec le niveau III. C'est ce dont ne tient pas compte JG et donc mon paragraphe. Cela apparaît très clairement dans la note 61 quand la distinction est faite entre trois types de propriété chacune correspondant à un niveau comme si les niveaux étaient séparés alors qu'ils sont inter-connectés et hiérarchisés.

Pour en revenir à mon exemple, ces titres de propriété sur une terre « étrangère » n'ont que peu de rapport avec la propriété coloniale ou impérialiste (ce qui est pourtant à peu près la position de Goldner). Il s'agit là d'un simple droit à puiser de la ressource, à capter de la richesse potentielle. Mais c'est bien une forme de refonciarisation du capital...à partir du moment où on peut considérer, comme le fait JG lui-même, que le capital capitalise aujourd'hui toutes les activités humaines (et j'ajouterais toutes les ressources). La « refonciarisation » perd alors le caractère en apparence proto-capitaliste de la fonciarisation. Accessoirement, je me rappelle des discussions avec Charles Sfar sur la « refonciarisation » à partir de l'action des CODER sur les remboursements et aussi toutes les nouvelles mesures étatiques visant à organiser le contenu et la taille des exploitations agricoles qui subsisteront.

Bien à tous,

J.Wajnsztein

Salut, Jacques,

J'ai bien lu ton (votre) livre (Crise financière et capital fictif) et, en dépit de son iconoclaste clarté et de son savoir généreux, je n'en démords pas : la rente rend mieux compte des phénomènes observés.

Mon point de divergence est la propriété, qui est à la fois possession et pouvoir : tu en tires la définition du côté de la possession, et moi du côté du pouvoir.

C'est ainsi que j'avais compris la phrase de Stirner : il n'est de propriété que de l'Etat.

La propriété, comme l'Etat, est de moins en moins personnelle, mais pas de moins en moins existante.

Elle assure l'ordre social, et se fait payer en conséquence, selon le principe ricardien de la part attribuée à la rente.

Je fais peu de différence, quant au fond, entre le pouvoir, la propriété et la monnaie. Cette dernière est la manifestation des deux autres, qui sont eux-mêmes indissociables.

Par exemple, vous mettez dans le même panier les autoroutes nazies et le new deal. Ce n'est strictement pas la même chose.

Partout où le pouvoir est fort (Allemagne, Japon), on sort de la crise, et brutalement quand le pouvoir est brutal (Allemagne).

Quand le pouvoir est faible (France, USA), on a beau faire, on n'en sort pas, la monnaie manque.

Tu trouveras cette idée sommaire, mais je crois à la vertu des idées simples, en raison, justement, du principe d'économie.

G.Amate, le 14/12/2009

Voici brièvement :

En ce moment, en Espagne, les indignés se plaignent de vivre jusqu'à 30 ans chez leurs parents car l'immobilier y est devenu, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, hors d'atteinte.

Bref, ils luttent contre la rente.

Partons de Ricardo et de ses trois acteurs agricoles : l'ouvrier, le fermier qui est au sens propre le capitaliste, et le propriétaire qui lève la rente.

Les socialistes ricardiens prétendent que la prébende du rentier est prise sur la part de l'ouvrier, et Ricardo lui-même quel est un don de Dieu, puisqu'elle est levée sur la différence de productivité entre sa propre terre et la terre marginale.

En fait il n'en est rien. Pour posséder cette terre plus productive, il a fallu user de la force, financière et militaire, c'est-à-dire, in fine, en user avec la permission de l'Etat, et donc à son service.

La rente, c'est le salaire des soutiens de l'ordre public, autrefois prêtres et nobles, aujourd'hui plus divers, dans une société tissée de propriétés, car il n'y a de propriété que de l'Etat, et d'Etat que de propriétaires, ainsi que la République romaine l'avait institué.

C'est pourquoi la rente est au coeur de toute activité publique non-révolutionnaire, et la réciproque est vraie.

De toute éternité elle a été l'ambition ultime des individus dans les sociétés organisées. Les bourgeois achetaient des terres grâce auxquelles ils s'ennoblissaient plus ou moins légalement, et se partagèrent les biens fonciers du clergé dès qu'ils l'eurent évincé à leur profit dans l'Etat, car la Révolution eut lieu contre l'Eglise, ainsi que le montrent abondamment les cahiers de doléances remplis en vue des états généraux.

L'enrichissement par l'activité capitaliste n'est qu'une étape de l'ascenseur social. Le but est d'accéder à la rente, de même que tout fermier veut être enfin propriétaire.

Par elle, le capitaliste se met à l'abri de la baisse tendancielle du taux de profit.

Les progrès scientifiques et techniques permettent de dégager, grâce aux monopoles et oligopoles temporaires qu'ils génèrent, de nouveaux espaces de rente.

La terre marginale peut elle-même reculer, puisqu'il dépend seulement de l'Etat que soient

aménagés des territoires de survie là où l'on pensait que c'était impossible : chômage, RSA d'un côté, loyer de l'argent et rendement actionnarial de l'autre.

Le rentier est éloigné : il habitait autrefois Londres et Paris, loin des émotions paysannes avec lesquelles fermiers et petits propriétaires se débrouillaient.

Il loge aujourd'hui dans le monde virtuel des transactions financières, et laisse le capitalisme se battre avec les salariés.

C'est ainsi que, dernièrement, dans la crise financière, on a proposé et l'on propose encore de réduire les revenus des patrons, alors qu'on ne questionne pas les taux de profit. On les déplore parfois mais, comme autrefois les Dieux, on ne peut rien contre leurs décrets.

A une autre échelle, on parle du problème des immigrés pour ces immenses cités de locataires occupées par la moitié des habitants de ce pays, tandis que l'autre, vivant dans ses murs, et considérant pourtant, puisqu'elle est souvent elle aussi salariée, qu'elle fait partie du même monde qu'eux, ne voit pas d'autre explication à des comportements et des pensées si différentes que la couleur des peaux.

En fait, la différence est que les uns subissent l'Etat, tandis que les autres y participent, ce qui change évidemment leurs conceptions et leurs manières.

Bon, je ne vais pas plus développer. En tous cas, tente cet exercice : relire l'histoire économique, et lire l'économie actuelle en incluant la rente. Tu verras, ça marche, et bien mieux que tout le reste, car avec elle, rien n'échappe plus à l'analyse. C'est le chaînon manquant : la rente n'est pas soumise au capital, elle est son maître. Elle est l'Etat. Comme en Chine.

Amitiés

G.Amate, 2013